



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

## **DÉCLARATION DE LA FSU 11 grève du 10 octobre 2017**

Malgré le rejet massif de sa politique, le gouvernement a décidé de passer en force avec ses ordonnances qui cassent le droit du travail pour mettre les salariés à la merci du chantage patronal. C'est pour cela que la FSU était déjà présente dans les mobilisations des 12 et 21 septembre avec les salarié-es du privé. Car, nul doute que, dans un prétendu souci d'égalité, comme pour les réformes des retraites de 1993 et de 2003, la volonté sera forte d'aligner les droits de la Fonction publique sur les reculs du privé. D'ailleurs, se profilent déjà des attaques sur le statut de la fonction publique avec notamment la différenciation annoncée de la valeur du point d'indice entre les 3 fonctions publiques et la mise en concurrence des établissements...

Plus de doute possible sur ce gouvernement ! Pendant cinq ans il favorisera les seuls riches et le patronat. Son projet de loi de finances en est une nouvelle preuve. Au programme : la réforme de l'Impôt Sur la Fortune avec plus de 18 milliards de cadeaux fiscaux pour les entreprises et les plus riches. Pour financer tous ces cadeaux, le gouvernement fait les poches des plus défavorisés dont la jeunesse en rabaissant les APL, il ampute le pouvoir d'achat des retraité-es avec la hausse de la CSG sans aucune compensation et il s'en prend aux fonctionnaires : en gelant leur point d'indice, en rétablissant la journée de carence mais aussi en supprimant 120 000 emplois (dont 70 000 dans la seule Fonction Publique Territoriale). En outre, ce gouvernement programme la suppression sèche de 23 000 emplois aidés sans création d'emplois statutaires alors que ces personnels occupent d'indispensables missions de service public auprès de la population. Si l'on ajoute à cela l'austérité imposée aux collectivités locales qui va contribuer, avec les nouvelles libéralisations et privatisations annoncées, à dégrader la qualité des services publics, il n'y a définitivement rien de bon, pour les classes populaires, dans ce budget. Et il n'y a, plus généralement, rien de bon pour nous dans la politique de Macron et dans son projet d'ubériser la France en « start-up nation ».

En affaiblissant les services publics, en cassant le statut de la fonction publique et en détruisant le code du travail, la logique du gouvernement est la même. C'est celle des suppressions d'emplois, de la précarisation généralisée, de la baisse des salaires pour toutes et tous, la destruction de tout un édifice social, sous la menace de l'Etat d'urgence permanent qui pourra servir à criminaliser le mouvement social. La modernité de Macron ? Recycler les vieilles recettes libérales, l'antique obsession des tenants du capital, capter une part toujours plus grande des richesses. Et ce quitte à mettre à mal les solidarités. Quitte à assujettir encore plus le salariat. Et ce quitte à ruiner les peuples !

Mais, avec un 12 septembre réussi, un premier recul du pouvoir face aux routiers, une mobilisation unitaire dans la Fonction Publique aujourd'hui et une opinion publique très majoritairement défavorable à Macron et au gouvernement, nous avons des points d'appui pour ne pas nous laisser ruiner ! À l'instar de la mobilisation populaire en Catalogne refusant les diktats d'un gouvernement réactionnaire, c'est l'unité mobilisatrice des salarié-es, des chômeuses, chômeurs avec les jeunes et les retraité-es qui nous permettra de défendre et promouvoir pour toutes et tous un Code du travail plus protecteur, l'amélioration des conditions de vie, de travail et d'études, l'augmentation des salaires et des retraites, une Sécurité sociale et des services publics renforcés du XXIème siècle.

"La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat" et, c'est dans cette lutte sans merci que peut s'épanouir "la création continue du progrès social" !

Alors face à ce président mal élu qui mène une politique de classe, une politique pour le petit nombre des plus riches, tous ensemble sachons imposer la légitimité de la rue, la légitimité de nos combats et aspirations, la légitimité du progrès social pour toutes et tous !